**Libre accès aux publications et sciences ouvertes en débat**Numéro de la *Revue française des sciences de l’information et de la communication* (RFSIC) coordonné par G. Chartron(CNAM) et J. Schöpfel (Lille 3)

<https://rfsic.revues.org/>

*Appel à contributions*

Depuis le début des années 90, la communication scientifique ne cesse de se repenser dans un contexte numérique étroitement associé à un monde de plus en plus ouvert : archives ouvertes de chercheurs, revues électroniques sans barrières d’accès, mutation progressive des offres éditoriales. Confrontées à des coûts inflationnistes de revues STM, les bibliothèques joueront ensuite un rôle majeur pour refonder les modalités de cette communication scientifique. Le mouvement *open access* aux résultats de la recherche se consolidera par des déclarations politiques fondatrices au début des années 2000[[1]](#footnote-1). Une nouvelle ère suivra qui croisera dès 2012 les crises économiques et financières et, dans ce contexte, l’accès ouvert aux résultats de la recherche financée sur fonds publics devient désormais fortement associé à l’enjeu de l’innovation. Le tournant est majeur car les acteurs centraux deviennent dès lors les gouvernements et les différents financeurs qui projettent dans l’open access une modalité de contrôle de leur l’investissement dans la recherche (Chartron, 2016)[[2]](#footnote-2). Parallèlement, les grands éditeurs mûrissent leur stratégie commerciale en proposant de nouveaux modèles économiques intégrant la nouvelle donne de l’accès ouvert aux lecteurs.

Aujourd’hui, la transformation semble irréversible, le défi est donc de réussir à transformer le système éditorial de la recherche vers un système ouvert sans barrières d’accès (Conseil de l’Union européenne, 2016)[[3]](#footnote-3). Le défi ne concerne pas uniquement les textes scientifiques mais aussi les données du travail scientifique et la possibilité de leur réutilisation. Plus globalement, c’est désormais le concept d’open science (Royal Society, 2012)[[4]](#footnote-4) qui s’est imposé comme mode d’organisation de la recherche pour répondre au mieux aux défis sociétaux et contribuer à la compétitivité internationale. Cette vision politique semble réunir aussi bien les positions les plus libertaires des mouvements *Open* que les positions les plus libérales (Ibekwe, Paquienseguy, 2015)[[5]](#footnote-5) misant, quant à elles, sur l’émergence de nouveaux services à partir des investissements publics. Les acteurs qui organisent la médiation de la communication scientifique, sociétés savantes, éditeurs, presses, bibliothèques sont donc sommés de « se réinventer » pour converger vers une science ouverte. Les enthousiasmes sont nombreux mais les nouveaux modèles économiques restent encore hésitants, en particulier pour les acteurs de taille modeste à l’échelle internationale. Les arguments sont plus globalement ceux de la nouvelle économie numérique, mais certaines fragilités commencent à interroger bien des secteurs : bon nombre de nouvelles startups ne survivent pas une fois passée les premières levées de fonds, la dévalorisation rapide et impressionnante d’une société telles que Yahoo interroge, l’omniprésence de Google inquiète… La prise de recul s’impose donc car au-delà d’une science ouverte à laquelle il semble bien difficile de pas adhérer, se profilent des fragilités et des basculements dont il faut de demander s’ils sont possibles et souhaitables (Schöpfel, 2015)[[6]](#footnote-6).

L’objectif de ce numéro de la RFSIC est donc de s’interroger sur les opportunités et les risques de la transition du modèle éditorial de la recherche et du régime de l’open science plus globalement. Sont donc sollicitées des contributions originales qui permettront d’éclairer et d’enrichir les débats notamment sur les entrées suivantes :

* La dimension des modèles économiques : un objectif majeur de l’*open access* aux publications scientifiques est de refonder le financement global du système, transformer les budgets actuels des abonnements en financements amont pour l’édition. Paiement pour publier (*article processing charge*), licence globale, financements d’acteurs publics… Quel bilan peut-on aujourd’hui faire de la transformation des modèles économiques ? Comment caractériser le rôle des Etats dans cette économie et sa transformation ? Dans une échelle de plus en plus internationale, comment penser une globalisation des coûts et répondre aux risques d’asymétries entre pays contributeurs ? Comment interpréter un site comme *Sci-Hub* ? Les modèles peuvent-ils être similaires dans les différents domaines scientifiques ? Comment s’intègrent économie de la recherche et économie de son édition ? Et comment installer des modèles durables ?
* La dimension politique : Les politiques publiques en faveur de l’open access sont déterminantes pour accompagner la transformation du modèle, les exemples sont nombreux tels que la Commission européenne, la Maison Blanche, le rôle moteur du gouvernement britannique, mais aussi l’initiative du gouvernement brésilien et de ses fondations publiques pour le modèle *Scielo*. Les visions sont-elles pour autant convergentes ? L’universalité de l’open access est-elle partagée et les moyens associés sont-ils comparables ? De façon prospective, quelles pourraient être les conséquences du *Brexit* dans ce domaine ? Comment la transformation des modèles économiques est-elle accompagnée par le développement de négociations avec les éditeurs ? Les stratégies sont-elles des logiques de déstabilisation et de substitution des acteurs ? Comme les Etats, les communautés scientifiques voient-ils leur partenariat avec des acteurs privés désormais ?

Enfin, l’open access n’est-il pas l’occasion d’articuler le système de publications à des systèmes de gestion et de contrôle de la recherche publique et d’en optimiser certaines mesures ? Quel rôle joue l’évaluation des chercheurs ? Quels sont les liens entre les dispositifs de l’évaluation de la recherche et du libre accès ?

* La médiation éditoriale : en quoi l’*open access* change-t-il la médiation éditoriale tant du point de vue des valeurs ajoutées que du point de vue des acteurs qui la prennent en charge ? Peut-on apprécier la plus grande accessibilité des publications et ses effets ? Assiste-ton à de nouvelles formes de légitimité qu’appuieraient, par exemple, les réseaux du type *ResearchGate* ou *Academia.edu* à des publications en libre accès, se substituant alors à l’évaluation par les pairs organisée jusqu’à présent par les revues et leur comité éditorial ? Comment évoluent les valeurs de notoriété que privilégient les chercheurs ? La survie de nombreuses revues ne sera-t-elle pas liée à une accélération de la concentration du secteur éditorial ? La diversité et l’indépendance éditoriale survivront-elles au contexte numérique ? Quels nouveaux services faut-il proposer dans une chaîne de valeurs transformée ?
* La médiation sociétale et économique : les deux arguments majeurs aujourd’hui mis en avant pour l’open science concernent d’une part les transferts facilités des résultats de la recherche à la société, et d’autre part les transferts facilités à l’économie tout entière. Comment peut-on déjà éclairer l’atteinte même partielle de ces objectifs ? L’*open access* est-il aussi pertinent que d’autres vecteurs de médiatisation des sciences (revues de transfert, débats publics, muséologie…) ? Quel lien entre le libre accès et la science citoyenne ? Quelles valorisations observables pour le tissu économique (innovation) ? La science ouverte est-elle compatible avec les logiques de concurrence, les logiques de partenariat public-privé et les logiques de protection de la propriété industrielle ?
* Innovation dans le travail scientifique : l’open science est également associée à de nouvelles méthodes du travail scientifique qui permettraient une plus grande efficience : fouille de données (TDM), réutilisation de corpus ouverts partagés, interdisciplinarité favorisée pour répondre à des défis sociétaux complexes… En quoi, dans des contextes situés, le mouvement généralisé de l’*open access* a-t-il changé la donne ? Quel est l’impact du libre accès ? Quels sont les usages et pratiques des chercheurs, et notamment pour les sciences de l’information et de la communication ?

Les contributions soumises devront permettre d’enrichir la compréhension de la transformation en marche à l’appui de données spécifiques, d’études de cas, d’états de l’art significatifs, de mises en perspective historique, de modélisations et de débats théoriques. La dimension comparative sera particulièrement appréciée, tant du point de vue des champs scientifiques, que des différents pays ou zones géopolitiques.

Calendrier de la publication :

\* 1er novembre: réception des résumés détaillés    
\* 1er décembre : réponses aux auteurs de l’acceptation sur résumé   
\* 30 mars : date limite de réception des textes complets  
\* 30 mars-15 juin : évaluation et retour vers les auteurs pour décision finale.  
\* 30 août : réception des textes définitifs pour parution.

Contacts : Ghislaine Chartron ([ghislaine.chartron@lecnam.net](mailto:ghislaine.chartron@lecnam.net)) et Joachim Schöpfel ([joachim.schopfel@univ-lille3.fr](mailto:joachim.schopfel@univ-lille3.fr))

Les résumés en français ou en anglais sont limités à 1200 mots et doivent préciser la problématique, un bref état de la littérature sur la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Ils seront envoyés en format word ou .rtf aux deux coordinateurs de ce numéro.

1. Les textes de ces déclarations sont accessibles sur le site http://openaccess.inist.fr/?-Textes-de-references- [↑](#footnote-ref-1)
2. **Ghislaine** CHARTRON, « Stratégie, politique et reformulation de l’open access », Revue française des sciences de l’information et de la communication [En ligne], 8 | 2016, mis en ligne le 24 mars 2016, consulté le 21 août 2016. http://rfsic.revues.org/1836 ; DOI : 10.4000/rfsic.1836 [↑](#footnote-ref-2)
3. Europe, 27 mai 2016, <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9526-2016-INIT/fr/pdf> [↑](#footnote-ref-3)
4. ROYAL SOCIETY. *Science as an open enterprise*,2012. http://royalsociety.org/uploadedFiles/Royal\_Society\_Content/policy/projects/sape/2012-06-20-SAOE.pdf [↑](#footnote-ref-4)
5. IBEKWE-SANJUAN, Fidelia, PAQUIENSEGUY, Françoise. « Open, Big, Collaboration : Trois utopies de l'innovation au XXIème siècle », in Actes Colloque *Big Data, Open Data: quelles valeurs, quels enjeux?*, Evelyne Broudoux & Ghislaine Chartron (sous dir.) , Editions de Boeck, Rabat, 4-5 May 2015, p.17-29. [↑](#footnote-ref-5)
6. Schöpfel, J., 2015. Open access – the rise and fall of a community-driven model of scientific communication. *Learned Publishing* 28 (4), 321-325. [En ligne] <http://hal.univ-lille3.fr/hal-01282744> [↑](#footnote-ref-6)